

DIRECTION AMINISTRATIVE ET FINANCIERE

Services généraux

Accord-cadre de prestations de services

en application du code de la commande publique

ACCORD-CADRE

SURVEILLANCE ET GARDIENNAGE DU SIEGE SOCIAL DE CAMPUS FRANCE

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

Accord-cadre en application des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 du code de la commande publique

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières a pour objet de définir les conditions d'exécution des prestations de surveillance et de gardiennage du siège social de CAMPUS FRANCE.

Ces prestations doivent permettre d'assurer la sécurité incendie et de surveiller l'accès au siège social, de prévenir, intervenir et de contrôler toute action suspecte et de filtrer toute personne qui en demande l'accès.

La prestation se décompose en une partie permanente et une partie ponctuelle en fonction des événements organisés et non prévisibles.

ARTICLE 2 : DESCRIPTION DU SITE

2.1 Le site

Le siège social est situé 28-32 rue de la grange aux belles. C'est un immeuble de bureaux recevant du public composé de 5 étages et un parking.

2.2 Les locaux

Les locaux et ouvrages pris en charge sont tous des locaux intérieurs avec des locaux techniques situés en sous-sol, des terrasses et un parking.

L'entrée du public est située au 28 et se fait par une double porte vitrée commandée par contrôle d'accès. L'entrée du personnel est située au 32 et comporte également un contrôle d'accès.

2.3 Les surfaces

Les surfaces sont distinguées par étages.

Niveau	surface bureaux	surface annexes	surface utile totale
Sous-sol			427
RDC	461	609	1070
1er	464	236	700
2ème	593	159	752
3ème	697	146	843
4ème	409	67	476
5ème	203	94	297
	2827	1311	4565

ARTICLE 3 : DESCRIPTION DES MISSIONS

Les prestations à effectuer au titre du présent marché, se répartissent en prestations permanentes et en prestations occasionnelles.

3.1-Les prestations permanentes

a) Surveillance et gardiennage du siège

Les prestations permanentes de surveillance et de gardiennage du siège se décomposent comme suit :

- 1) une présence permanente sur le site
- 2) des rondes

1) Une présence permanente

Une présence permanente au bâtiment sur la base des vacations suivantes :
8H30 à 19H tous les jours du lundi au vendredi

2) Des rondes

- Une fois par jour le vigile contrôlera le tableau d'alarme incendie à son arrivée le matin
- Trois rondes journalières seront réalisées au niveau du RDC pour effectuer des contrôles visuels aux sanitaires, à la bagagerie, dans le hall et à la cafeteria afin de signaler toute anomalie (objet suspect, bagage abandonné, fuite d'eau,).

3.2-Prestations occasionnelles :

Lors d'événements organisés par les services de CAMPUS FRANCE des vigiles pourront être demandés soit en renfort soit pour aller au-delà de la plage horaire définie. Un devis sera alors demandé au prestataire et il sera suivi d'un bon de commande conformément à la grille tarifaire qui sera établie.

En cas de vandalisme, effraction, acte malveillant...le prestataire devra mettre en place un ou plusieurs agents de sécurité en fonction de la gravité de l'évènement constaté soit sous la forme de rondes à intervalles réguliers, soit sous la forme d'une présence jusqu'aux heures d'ouverture des locaux. Une régularisation sera faite par la suite sous la forme d'un bon de commande.

3.3-Effectifs demandés

La prestation permanente sera effectuée par 2 agents, chacun étant posté sur chaque entrée.

Pour les prestations occasionnelles, le nombre d'agent de sécurité sera adapté en fonction de l'effectif présent au moment de la manifestation ou de l'évènement.

3.4-Modifications des horaires et/ou du nombre d'agents en cours de marché

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de modifier et de réaménager les horaires de surveillance.

Les modifications et réaménagement devront être impérativement acceptés par le titulaire.

Dans ce cas, un avenant au marché sera établi sur la base des prix figurant dans le bordereau de décomposition de prix. Cet avenant précisera : la date d'effet de la modification et le coût de la modification apportée.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE

-Le titulaire est soumis, aux obligations de discrétion, de confidentialité et de réserve.

-Les horaires précisés au présent C.C.T.P devront être scrupuleusement respectés par le titulaire.

L'agent devra être présent 15 minutes, au moins, avant l'heure de sa prise de service.

-Le registre de surveillance et de gardiennage devra être rempli à la prise de poste et à la fin de la vacation. Toute anomalie devra y être signalée et les services compétents avertis. Les entrées et sorties devront y être notées.

-Le titulaire devra fournir au pouvoir adjudicateur une liste du personnel et l'avertir de chaque changement, au moins 48h à l'avance.

-le titulaire devra s'assurer que, sur leur lieu de travail, ses employés soient revêtus de **leur tenue d'agent de sécurité.**

L'uniforme doit comporter au moins deux insignes : l'un reproduisant la dénomination sociale ou le sigle de l'entreprise de sécurité, l'autre l'activité de sécurité privée. Aucun agent ne sera accepté, s'il n'est pas revêtu de sa tenue de travail.

Le titulaire devra s'assurer que **ses agents possèdent une carte professionnelle d'agent de sécurité (APS) en cours de validité** ; accompagnée d'un badge d'identification comportant, une photo d'identité, qu'ils porteront de manière visible durant l'exécution de leurs missions.

Il en sera de même en cas de prestation ponctuelle.

Au moins un des deux vigiles présents pour la mission permanente et les missions ponctuelles devront avoir à minima la qualification SSIAP 1. En cas de déclenchement de la sirène du système de sécurité incendie, les agents de sécurité devront faire évacuer les visiteurs et se rendre au point de rassemblement situé rue Charles Robin en sortant du bâtiment et en allant sur la droite en longeant le trottoir. Le lieu de rassemblement sera montré au titulaire qui devra systématiquement répercuter cette information aux agents chargés de la sécurité.

ARTICLE 5 : ACCES AUX SITES

Dès la notification du marché, le pouvoir adjudicateur transmettra au titulaire, un badge et une télécommande, pour lui permettre, d'accéder aux différentes portes.

Le titulaire signera une attestation de remise du badge et de la télécommande. En cas de perte, le titulaire avisera immédiatement le pouvoir adjudicateur. Ceux-ci seront alors remplacés et facturés au titulaire, au tarif en vigueur. A l'échéance du marché, le titulaire sera tenu de remettre au pouvoir adjudicateur, le badge et la télécommande.

ARTICLE 6 : CONTROLE DES PRESTATIONS

6.1-Dispositions générales

Le titulaire est tenu de notifier immédiatement à CAMPUS FRANCE, toutes anomalies ou modifications importantes survenues au cours de l'exécution des prestations du marché et relatives au fonctionnement de l'entreprise.

Chaque fois qu'il le juge nécessaire, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de vérifier, le travail

des agents de sécurité et notamment :

- la qualification,
- la connaissance des consignes d'application,
- la présence et la bonne utilisation du matériel fourni par le titulaire
- la présence effective et la tenue vestimentaire du personnel,
- la tenue des documents et des registres,
- la vigilance des agents,
- le parcours des rondes, lieux et durée.

Chaque visite ou contrôle effectué de manière aléatoire devra être signalé sur le registre de sécurité.

En cas de non-conformité détectée lors d'un contrôle, le titulaire en sera informé.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander au titulaire, le remplacement de tout membre de son personnel, ayant manqué gravement aux consignes du présent marché.

6.2 Réunions de suivi

Une réunion de suivi des prestations de surveillance et de gardiennage sera organisée au moins une fois par an à compter de la date de notification du marché. Le pouvoir adjudicateur se réserve toutefois le droit d'organiser d'autres réunions, s'il estime nécessaire.

Ces réunions ont pour objectif d'assurer un lien régulier entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur sur les éléments suivants :

-La satisfaction :

- s'assurer de la conformité des prestations

- adapter aux besoins les consignes d'application, voir les moyens de sécurité
- proposer toute amélioration

Le cas échéant, des actions correctives seront proposées et validées par écrit par les 2 parties.